

DANS L'ACTUALITE du 2 au 4 mars 2013

Textes officiels

JO n° 0052 du 2 mars 2013

[Arrêté du 21 février 2013 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers](#)

Circulaire non paru au JO

[Circulaire NOR DEVL1302354C du 11 février 2013 relative à la feuille de route des services déconcentrés dans le domaine de l'eau, de la biodiversité et des paysages pour la période 2013-2014](#)

Jurisprudence

Contrat public

Les critères « développement durable » imprécis mettent en péril le marché

Les critères sociaux et environnementaux sont de plus en plus présents dans les marchés publics. Mais attention, ils ne sont pas une fin en soi. Comme tous les critères, ils doivent servir à déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse... sous peine de se voir censurer par le juge. C'est ce qu'a précisé le Conseil d'Etat dans une décision du 15 février 2013, se prononçant notamment sur la validité d'un sous-critère « bilan carbone ».

[CE 15 févr. 2013 *Sté Derichebourg polyurbaine*, req. n° 363921](#)

Limiter les lots attribués à une même entreprise, c'est possible

Le Conseil d'Etat a admis qu'un pouvoir adjudicateur peut limiter le nombre de lots qu'un candidat à un marché peut obtenir, à condition de l'indiquer dans les documents de la

consultation. Pour la haute juridiction, il s'agit alors d'une modalité d'attribution des lots du marché et non d'un critère de jugement des offres.

[CE 20 févr. 2013 Sté Laboratoire Biomnis, req. n° 363656](#)

Référé précontractuel

Décision du Conseil d'Etat de ne pas renvoyer au Conseil Constitutionnel les QPC posées par deux sociétés à propos du référé précontractuel.

[CE 15 févr. 2013 Sté Norvegis, req. n° 364325](#)

Délai de stanstill

La méconnaissance des dispositions de l'article 80 du CMP et notamment du délai de stand still ouvre la porte du référé contractuel. Toutefois, si le pouvoir adjudicateur ne peut se contenter de rappeler le délai minimum prévu par l'article 80, il peut s'imposer une durée identique à de délai.

[CE 15 févr. 2013 Sté SFR, req. n° 363854](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Réciprocité dans les marchés publics : les députés montent à leur tour au créneau

[L'examen du projet de règlement européen sur la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics suit son cours. Après avoir été soutenu par les sénateurs français \(voir l'article ci-contre\), l'Assemblée nationale s'est penchée sur la question, ce jeudi 28 février.](#)

Source : localtis.info du 01/03/2013

Quand recourir au dialogue compétitif ?

[La complexité d'un marché public peut justifier le recours au dialogue compétitif. Bertrand Dacosta, rapporteur public au Conseil d'Etat, a proposé aux sages du Palais Royal de valider le choix fait par l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie \(ACFCI\) de](#)

[recourir à cette procédure pour son marché de prestations d'assurance collective en raison de la spécificité de la situation. Cette dernière permet, en outre, de justifier le dépassement du délai fixé à l'article 77-II du CMP, pour les prestations à bons de commande.](#)

Source : La lettre d'achatpublic.info n°444 du 1^{er} mars 2013

Urbanisme

Sdrif : la région lance l'enquête publique

[Ce vendredi, Le département de la Seine-et-Marne a rendu un avis favorable mais assorti de quelques réserves sur le Sdrif \(schéma directeur de la région Ile-de-France\). Cet avis permet le lancement de l'enquête publique auprès des habitants. Cette enquête se déroulera du 28 mars au 30 avril 2013.](#)

Source : localtis.info du 01/03/2013

Environnement

Risques d'inondations

[Trois ans après Xynthia, Delphine Batho promet une accélération des programmes de prévention des inondations](#)

Source : localtis.info du 01/03/2013

Michel Barnier nie toute volonté de privatiser la gestion de l'eau

[La Commission européenne a fait des propositions concrètes pour garantir que la proposition de directive « concessions » n'ouvre pas les services de gestion de l'eau à la concurrence, au moment où le PE a donné son feu vert à l'ouverture des négociations avec les États membres afin de conclure rapidement le paquet législatif « marchés publics ».](#)

Source : La lettre d'achatpublic.info n°444 du 1^{er} mars 2013

Transport

Schéma national des infrastructures de transport : les députés s'impatientent

[Le 28 février, un débat en séance publique à l'Assemblée nationale a mis en exergue l'urgence de définir un avenir précis aux projets d'infrastructures de transport.](#)

Source : localtis.info du 01/03/2013

Lancement d'une consultation publique pour les concessions d'infrastructures autoroutières

[Le ministère de l'Ecologie lance une consultation publique quant à la mobilisation de financements obligataires destinés aux concessions autoroutières jusqu'au 19 mars 2013.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 20/02/2013

Administratif

L'organisation des pouvoirs locaux vue par les directeurs généraux d'intercommunalité

[Quelle doit être l'organisation territoriale de la France de demain ? Pour les directeurs généraux d'intercommunalité, qui viennent de dévoiler leur "manifeste", il n'y a pas de doute. Les régions et les intercommunalités devront jouer un rôle central. Conséquence de leur montée en puissance, ces dernières devront être élues au suffrage universel dans le cadre de circonscriptions communautaires.](#)

Source : localtis.info du 01/03/2013

Vu dans les revues

Urbanisme

Bulletin code permanent Environnement et nuisances n° 420 – mars 2013 p. 7-8, *Les documents d'urbanisme s'offrent une touche de clarification en plus*, par J. SHETTLE

Administratif

AJDA n° 8 – 4 mars 2013 p. 448-452, *Un Janus procédural : le référé constat*, par Laure ABRAMOWITCH